ONUDC
Office des Nations Unies
contre la droque et le crime

Lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts

PRÉSENTATION INTRODUCTIVE

Cadre général de la criminalité environnementale, de ses impacts et des mécanismes de réponse internationaux et des initiatives de l'ONUDC

PFBC, Libreville, Gabon
10 juillet 2025

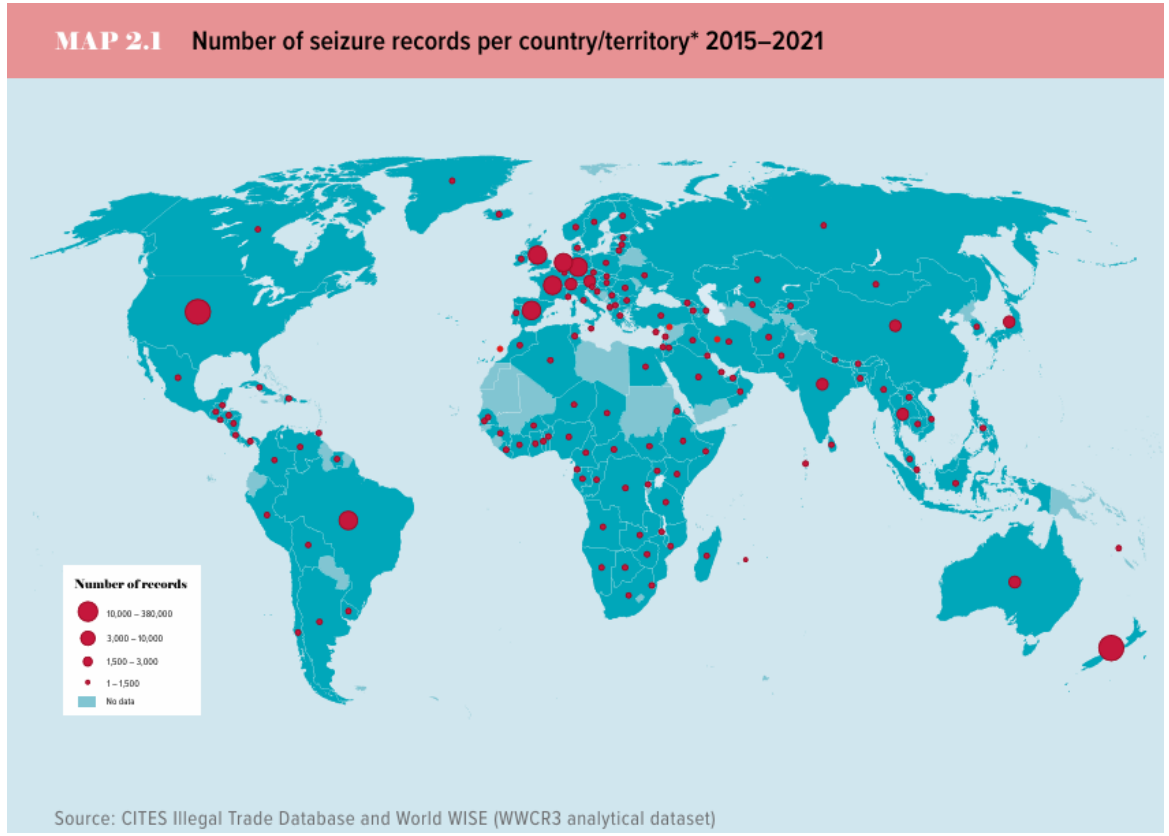
COMPLEXITÉ DU PHÉNOMÈNE : AMPLEUR ET TRANSVERSALITÉ

Depuis début 2000, une approche sectorielle de la lutte contre la criminalité environnementale pour relever des défis multiples :

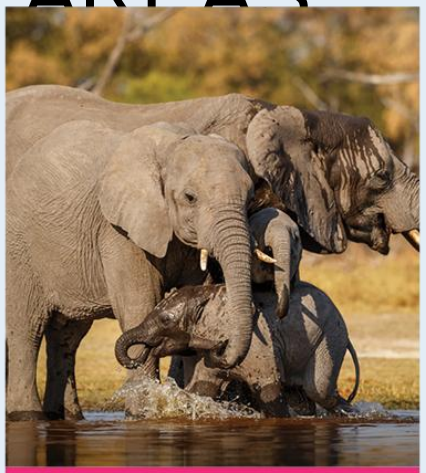
- *la lutte contre le trafic d'espèces protégées de flore et de faune sauvages ;*
- *le trafic illicite de produits forestiers ;*
- *le trafic de métaux précieux et l'exploitation minière illégale.*

World Wildlife Report 3 de l'ONUDC paru cette année 2024 : Mesure et évaluation des tendances dernières et de l'évolution de criminalité environnementale (faune et flore) :

- Saisies dans 162 pays et 4000 espèces (faune et flore) affectées
- 20% des saisies : espèces d'Afrique subsaharienne, pourtant la région du monde avec le plus petit enregistrement de saisies
- Interconnexion : criminalité environnementale, perte de biodiversité et changement climatique



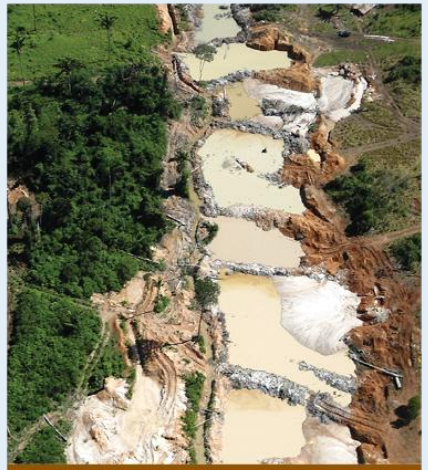
THEMATIC AREAS



Wildlife crime

Forest crime

Crimes in the fisheries sector



Minerals crime

Waste trafficking

Crimes that Affect the Environment

ETAT DES LIEUX SUR LA PLAN JURIDIQUE ET DEFIS

- L’ONUDC, en partenariat avec le Secrétariat de la CITES, a mené une évaluation de la menace que représentent les crimes contre les espèces sauvages et les forêts en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, qui a révélé des défis constants dans toute la région :
- La législation sur les espèces sauvages est diffuse, compliquée et obsolète (loi générale/loi spéciale
- Des peines légères pour les crimes graves: emprisonnement ou amendes
- Les réglementations qui peuvent se chevaucher: loi pénale générale/Lois spéciales, quelle application? Besoin de mise en cohérence? incertitude pour les partenaires internationaux et les organismes d'application de la loi.

SUR LE PLAN INSTITUTIONNEL

- Il y a un manque de coordination entre les nombreuses agences nationales qui s'intéressent à la protection des ressources nationales: écogardes, police, gendarmerie, douanes, justice, etc
- Les documents falsifiés, faux permis CITES
- Manque de personnel/moyens logistiques/formation: identification des espèces
- La corruption

IMPACTS MULTIPLES DES CRIMES QUI PORTENT ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT

La perte d'habitat et de biodiversité amplifie le changement climatique

La perte de ressources naturelles menace les moyens de subsistance durables

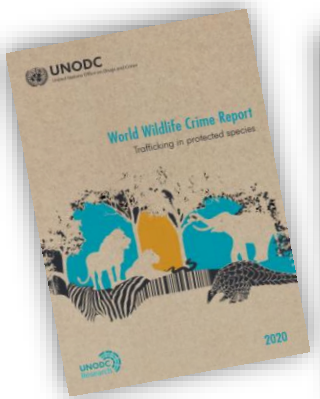
Les zoonoses peuvent entraîner des risques pour la santé publique

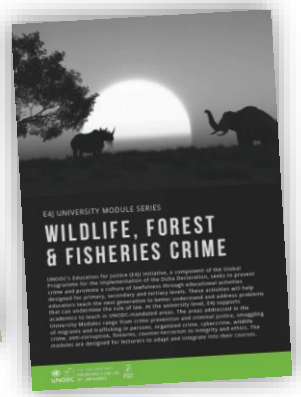
Les économies illicites renforcent le crime organisé et affaiblissent l'État de droit

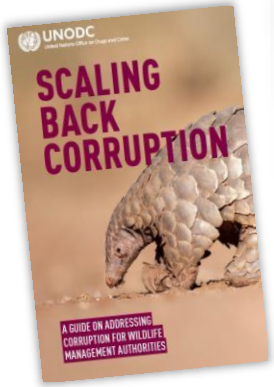
ENJEUX MULTIPLES DE LA CRIMINALITÉ ENVIRONNEMENTALE

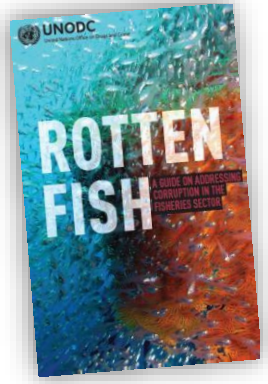
- Renforcer les lois et les institutions : Adopter des lois plus strictes, améliorer l'application de la loi et lutter contre la corruption.
- Favoriser la coopération internationale : Collaborer entre les pays pour échanger des informations, coordonner les efforts d'application de la loi et lutter contre le trafic transfrontalier.
- Sensibiliser et éduquer : Informer le public des dangers de la criminalité environnementale et promouvoir des comportements responsables.
- Promouvoir le développement durable : Encourager des pratiques durables de gestion des ressources naturelles et proposer des alternatives économiques légales aux communautés locales.

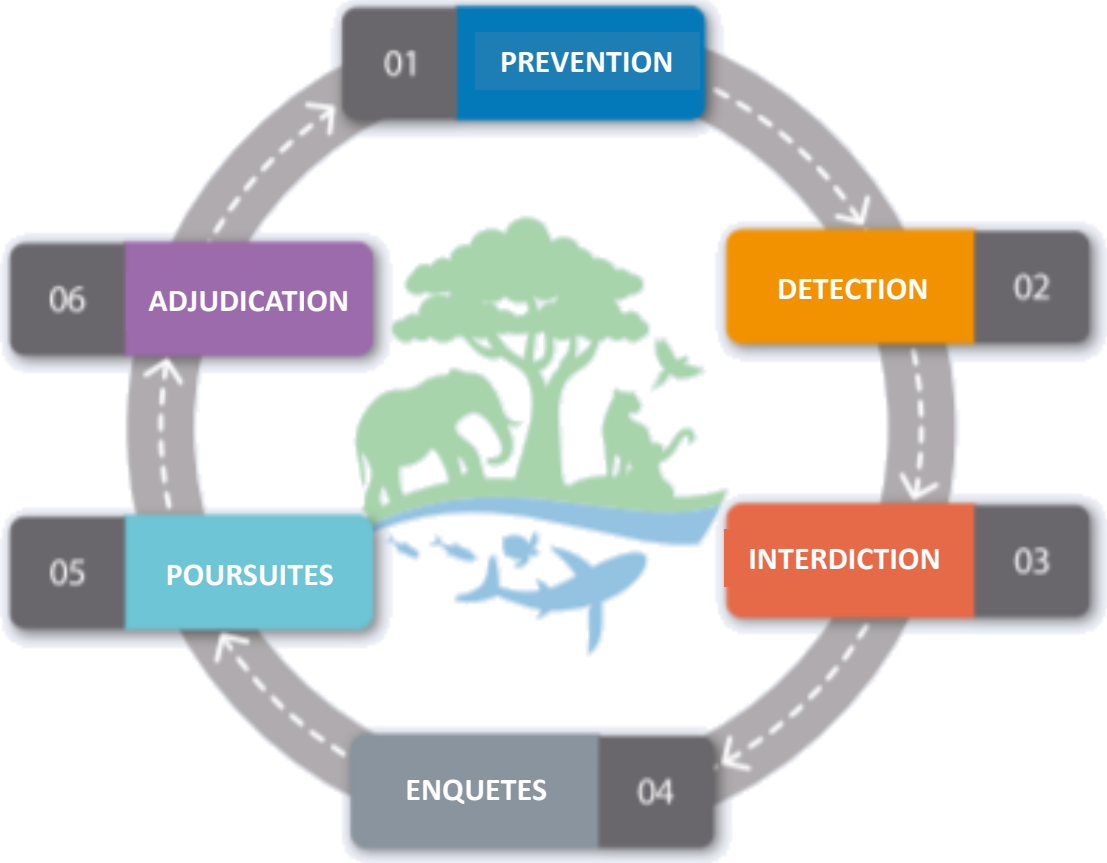
LA RÉPONSE DE L'ONUDC FACE À LA CRIMINALITÉ ENVIRONNEMENTALE

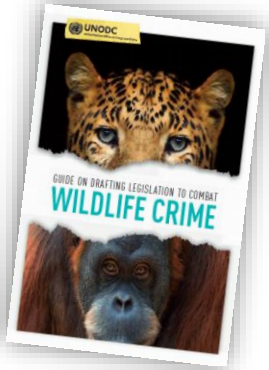


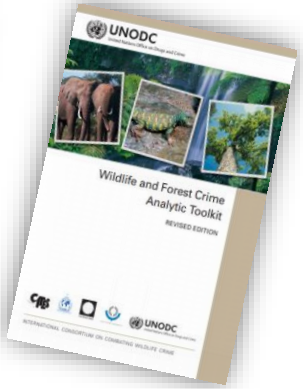


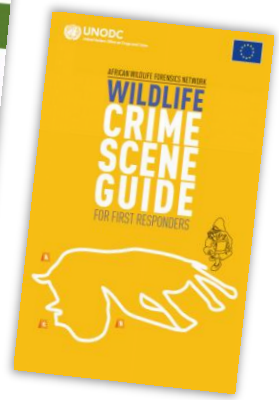












GUIDES DE RÉFÉRENCE RAPIDE

••• Société •••

Lutte contre la criminalité liée aux espèces protégées et aux ressources naturelles

La ministre Rose Mutombo a remis un guide de référence rapide destiné aux acteurs de la chaîne pénale

Par Bibiche Mungungu

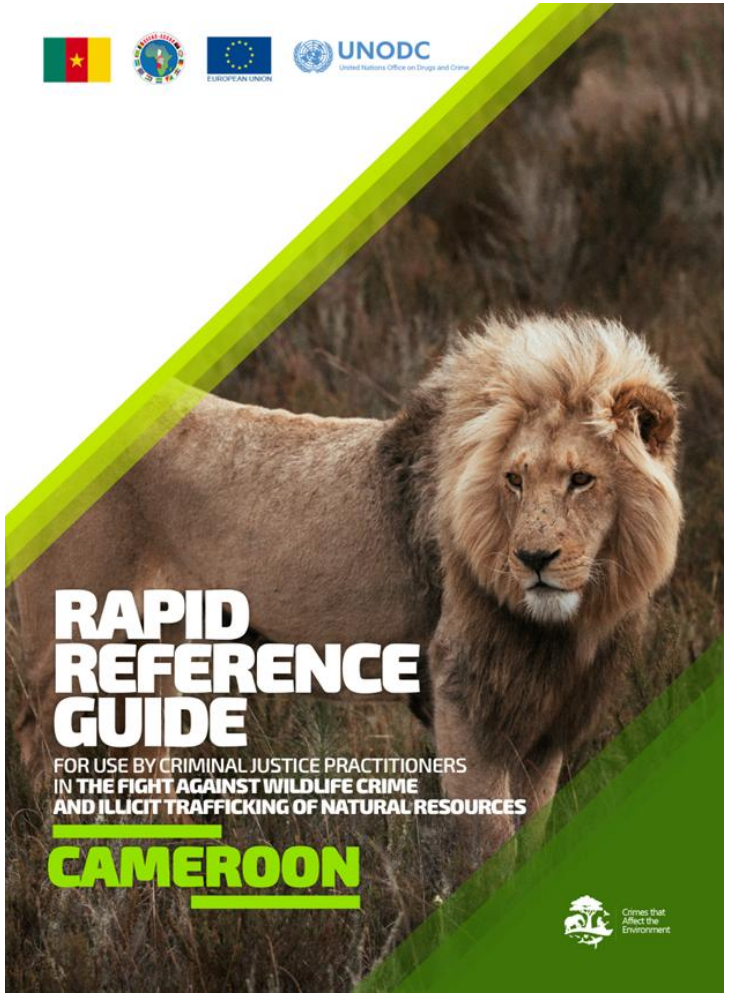
La ministre d'Etat, ministre de la Justice et Garde des Sceaux, Rose Mutombo Kiese, a procédé, le 7 novembre 2022, à la remise du guide de référence rapide destiné aux acteurs de la chaîne pénale dans la lutte contre la criminalité liée aux espèces protégées et aux ressources naturelles aux structures de l'Etat congolais. Organisée dans les installations de l'Institut national de formation judiciaire " Inaforj " au sein du Palais de Justice à Kinshasa-Gombe, la remise de ce manuel à ce jour, est le fruit de la collaboration entre le Programme mondial de l'Office de Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) sur les crimes qui portent atteinte à l'environnement et les représentants des différents ministères et autorités de la RDC.

Sa confection s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'appui aux réformes et renforcement des capacités institutionnelles de la CEEAC - secteur paix et sécurité financé par l'Union européenne.

Selon la ministre d'Etat, ministre de la Justice et Garde des Sceaux, la cérémonie de ce jour consacrée à la remise du Guide de Référence Rapide constitue pour la République Démocratique du Congo est un pas dans la Lutte contre la criminalité liée aux espèces protégées et le trafic illicite des ressources naturelles.

En effet, cet outil précieux de travail à l'usage non seulement des acteurs de la chaîne pénale, dans la prévention et la répression des actes répréhensibles commis contre les espèces protégées mais aussi des praticiens de droit, est une boussole qui va aider la République Démocratique du Congo dans la protection des espèces et des ressources naturelles.

" Aux praticiens de droit en général et aux acteurs de la chaîne pénale en particulier, je recommande l'appro-



- Déploiement de nouveaux guides de référence rapide (RRG) sur les crimes fauniques au Cameroun, Tchad, RDC, RCA et en République du Congo, via des formations et mentorat pour les acteurs de la justice pénale.
- Sensibilisation des praticiens aux techniques d'enquête spéciales et aux pouvoirs accessoires pour les forces de l'ordre.
- Organisation par l'ONUDC de simulations de procès sur les crimes fauniques pour les autorités judiciaires et les forces de l'ordre

ATELIERS DE FORMATION À LA GESTION DE RENSEIGNEMENT, AUX TECHNIQUES DE SURVEILLANCE ET AU TRAITEMENT JUDICIAIRE DE SCÈNES DE CRIME LIÉES AUX ESPÈCES SAUVAGES

Les écogardes/OPJ sont mieux équipés pour gérer les scènes de criminalité liée à la faune, en assurant une collecte adéquate des preuves et en maintenant la chaîne de possession.

Ils appliquent efficacement des stratégies d'enquête et rédigent des rapports précis, basés sur des preuves.

La collaboration entre les écogardes et les autorités judiciaires améliore l'efficacité des enquêtes et des poursuites dans les affaires de crimes liés à la faune.

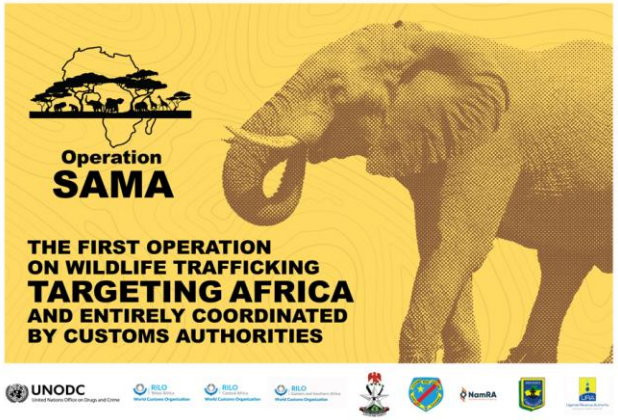
Les écogardes et les OPJ utilisent des techniques d'enquête spécialisées (missions de surveillance et gestion du renseignement), en impliquant les communautés locales.

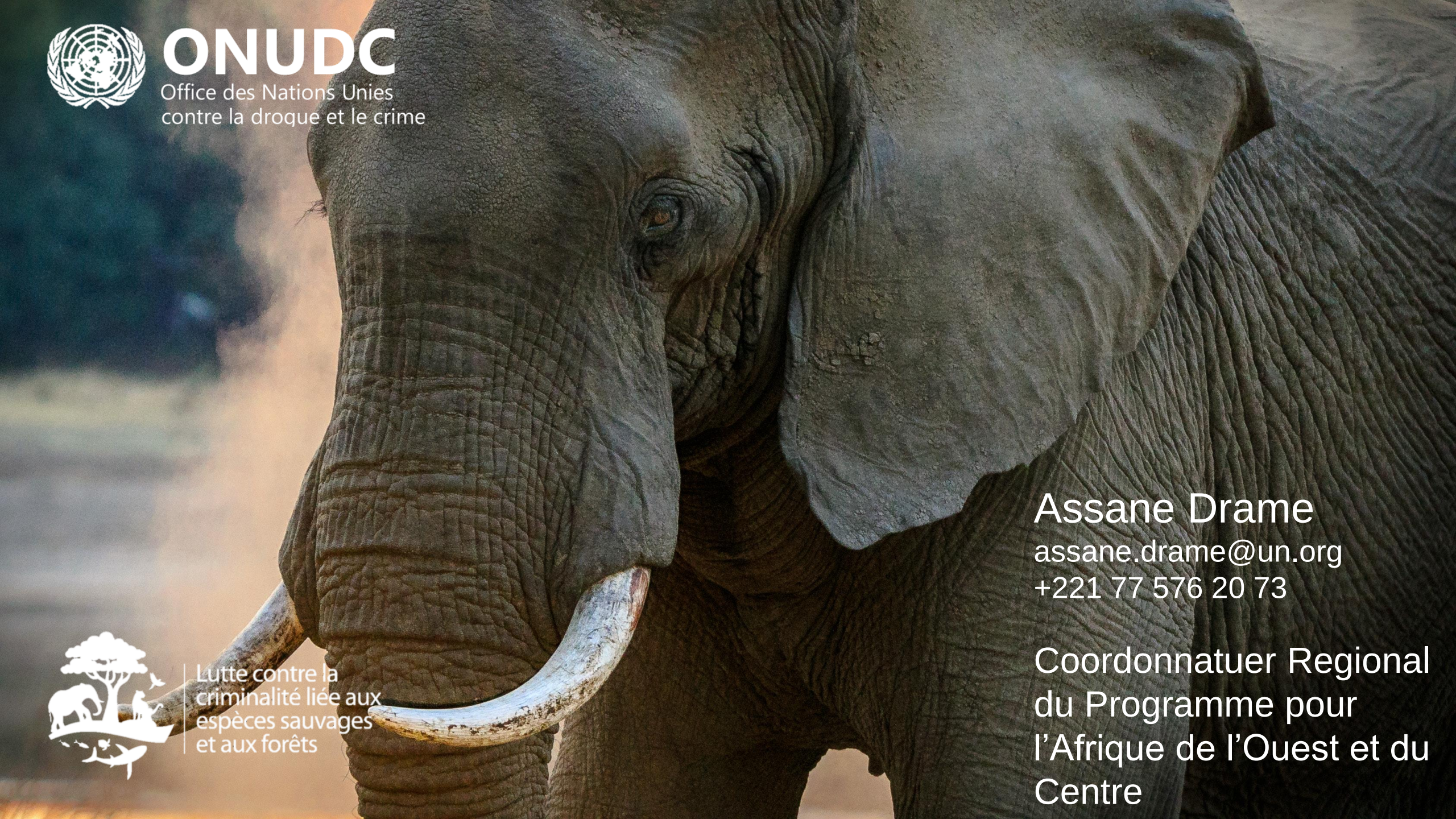
FORMATION DES FORMATEURS MAGISTRATS SUR LA CRIMINALITÉ FAUNIQUE EN RÉPUBLIQUE DU CONGO

- Formation des formateurs magistrats en République du Congo sur la criminalité faunique
- 3 sessions couvrant la criminalité environnementale, le cadre juridique, les techniques d'enquête et les procédures de poursuite.
- Objectif : renforcer les compétences des magistrats pour concevoir et dispenser des cours sur la criminalité faunique.
- Importance de la coopération internationale soulignée.
- Simulations pratiques et échanges d'expériences pour consolider les compétences.
- Recommandations : création d'une banque de données sur les espèces braconnées et promotion des réseaux de collaboration entre acteurs.
- Amélioration des capacités d'enquête et de poursuite en République du Congo.

RECOMMANDATIONS

- Coopération judiciaire et opérationnelle renforcée: Opération SAMA
- Elaboration de normes minimales standards : projets GEF (Global Environment Facility) en collaboration avec UNEP
- Elaboration de l'opérationnalisation de la stratégie de l'Eco-sécurité





ONUDC
Office des Nations Unies
contre la droque et le crime

Lutte contre la
criminalité liée aux
espèces sauvages
et aux forêts

Assane Drame
assane.drame@un.org
+221 77 576 20 73

Coordonnatuer Regional du Programme pour l’Afrique de l’Ouest et du Centre